

سكينة الاموال

Après un attentat à Tel-Aviv

Raid israélien sur des camps de réfugiés au Liban

(LIBRE PAGE 3)

Les troupes tanzaniennes occupent Kampala

Un bilan désastreux

On apprend tout d'abord avec plaisir l'effondrement, fit-il seulement, d'un dictateur. Celle, dans le cas présent, à voir à Amin Dada, disant au régime de M. Nkrumah, le premier ministre de la République de l'Ouganda, la peine des troupes de l'armée tanzanienne, tyran sanguinaire et jérémy, retiré par la honte, avait donné à la capitale ougandaise d'un humiliant sur le colonisateur, la forme d'une oppression insupportable de son propre peuple. Le « cougandais de l'empire britannique », comme il aimait à se qualifier, a été infiniment plus de Nkrumah que de Blanes. Les Africains, au moins sensibles à son geste de théâtre et à la coquetterie qu'il avait donnée à sa revanche, ne pouvaient oublier cette comptabilité maladroite.

Le conflit qui est sur le point de mettre un terme à ce régime est un ultime coup porté à l'Afrique par un homme qui était parvenu à bander à une totale manigance l'un des États les plus pauvres du continent. Après un avoir donné, d'abord, une espèce de « libération » par la force, à son peuple, il avait porté à son déclin, une image caricaturale et insultante, il le laisse aux prises avec des problèmes encore aggravés. Il n'a pas pu continuer à dicter à l'Ouganda, qui d'ailleurs n'a pas pu se porter à son secours. En se lançant, en novembre 1976, dans sa « guerre » contre le régime de M. Nkrumah, il a eu en effet suscité une riposte qui vient de mettre à mal le régime de l'ancien président tanzanien, Pierre Nkrumah, de l'Organisation.

Exécuté par ce régime agresseur, le président Nkrumah a poussé jusqu'à son terme l'œuvre qu'il avait commencée à la création d'un régime d'oppression du dictateur. Il est vrai qu'un appel plus modéré, celui lancé en 1976 par M. Nkrumah, n'est pas moins un appel à l'unité d'un des hommes d'État les plus respectés d'Afrique. Une expérience de développement originale et courageuse, fait un bilan des troupes, pierre angulaire de l'Organisation.

Pour le Kenya, qui avait assuré sans heurts la succession de Jomo Kenyatta, le bilan comptable est également négatif. Nairobi avait fermé, en février 1977, sa frontière avec la Tanzanie à la suite d'un différend sur le statut des lignes aériennes d'Afrique de l'Est. Une reconnaissance s'était lentement amorcée cette année, mais le Kenya, qui avait l'air de vouloir se retirer des troupes d'un sol étranger, avait dû y renoncer, pour des raisons de principes, adresser la même requête à Dar-es-Salaam. Les dirigeants de Nairobi, attachés à la cause de la libération de l'Afrique, ont refusé de reconnaître le régime de M. Nkrumah et n'ont pu empêcher un retour au pouvoir du président Jomo Kenyatta en 1977 par M. Amin Dada.

Enfin, Libyens et Palestiniens, qui étaient lancés dans un soutien militaire au tyran de Kampala, au contraire des grands de leur équipe, M. Yasser Arafat avait dû négocier avec une dégradation de sa position en 1977 par M. Amin Dada.

Destructeur d'un fragile équilibre en Afrique orientale, bourreau de son peuple, responsable de nouvelles crises, le maréchal Amin Dada, même s'il parvient à retarder une échéance désastreuse, ne peut que retarder l'inévitable, au lieu de se placer dans l'histoire : il quitte la scène sur un désastre.

Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise

Blanc des camps, les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise. Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise. Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les troupes tanzaniennes ont occupé Kampala dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 avril, alors que les soldats du maréchal Amin se précipitaient en désordre sur Jinja. Mercredi matin, le centre de la capitale était le théâtre de scènes de pillage. Ces événements ont fait suite au premier bombardement intense de la ville par l'aviation tanzanienne. À dix heures, les troupes tanzaniennes ont occupé la ville, le centre de la capitale était le théâtre de scènes de pillage. Ces événements ont fait suite au premier bombardement intense de la ville par l'aviation tanzanienne.

Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise. Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise. Les opposants au maréchal Amin se préparent à former un gouvernement provisoire dans la capitale ougandaise.

(Libre la suite page 4)

Un entretien avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber

« Aider à l'entreprise européenne du président exige de viser le plein emploi »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, est en route à l'occasion de la réunion de la U.D.F. à Paris. Il a été reçu par le président de la U.D.F. à Paris. Il a été reçu par le président de la U.D.F. à Paris.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

« On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il. « On est en état de choc », dit-il.

Les procès sommaires en Iran

Un ancien ambassadeur à Paris et dix autres personnalités fusillés pour « trahison » et « corruption »

Quatre jours après l'exécution de l'ancien premier ministre iranien, Amir Abbas Hoveyda, le tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran a, dans la nuit de mardi 10 à mercredi 11 avril, envoyé à la mort onze personnalités de l'ancien régime, dont le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris.

L'exécution des onze suppliciés, qui a eu lieu à 2 h. 30 (heure locale), une demi-heure après le verdict, porte à quarante-huit le nombre des exécutions en Iran depuis la reprise des procès et des condamnations sommaires le 8 avril. Elle met fin également aux spéculations relatives à un assoupissement relatif des sentences prononcées par les tribunaux islamiques qui avaient, lundi, pour la première fois depuis le début des procès sommaires, fait preuve de modération (« le Mande » du 11 avril).

Deux des condamnés, le général Hassan Pakravan et M. Abbas Al Khalabari, qui ont fait partie de l'ancien régime, ont été fusillés par des soldats de la garde révolutionnaire.

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ». Le général Pakravan, ancien ambassadeur à Paris, a été fusillé pour « trahison » et « corruption ».

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France

Après la décision des municipalités de Dax, La Voulte et Nîmes, d'interdire la rencontre de rugby prévue dans ces villes à l'occasion d'une tournée en France de l'équipe sud-africaine de la Province de Natal

Après la décision des municipalités de Dax, La Voulte et Nîmes, d'interdire la rencontre de rugby prévue dans ces villes à l'occasion d'une tournée en France de l'équipe sud-africaine de la Province de Natal, les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France. Les rugbymen du Transvaal ne joueront pas en France.

Le fardeau financier qu'entraîne notre présence au Liban est à peine tolérable

De notre envoyé spécial

Damas. — « C'est M. Beghin a raison et non M. Muntz. Khalil a, nous a déclaré au cours d'un long entretien M. A. Halim Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères, se référer à la controverse entre les premiers ministres d'Israël d'Egypte (le Monde du 11 a) au sujet de la primauté du traité liant les deux pays sur les engagements du Caire à l'égard des anciens partenaires arabes.

Cadre du ministre de la défense

Caire du ministre de la défense israélien, qui devait avoir lieu le 15 avril, a été ajourné et la visite du vice-premier ministre israélien, M. Igal Yadin, a été également différée. Selon l'explication officielle, il s'agit seulement de problèmes techniques : les rations alimentaires particulières observées par les Juifs durant la semaine de Pâques ne pourraient pas être assurées au Caire durant le séjour des deux ministres. Inutile de préciser que personne n'accorde le moindre crédit à cette explication.

La décision de créer deux nouveaux points d'implantation en Cisjordanie, à l'ouest de la zone de commission ad hoc le 10 avril. Il s'agit d'un établissement près de la ville de Naplouse et du territoire de Cisjordanie, actuellement installés ces derniers mois à Chio. D'autre part, quatre implantations tentées par l'armée d'occupation en Cisjordanie, dans le territoire de Gaza, seront prochainement transformés en colonies civiles. Cependant, le gouvernement a confirmé qu'aucune nouvelle implantation n'est proposée des dix nouvelles implantations dont Gush Emunim (Blocs de la foi) voulait poser les bases. On avait déjà pris à la semaine de Pâques. Les militants de cette organisation n'ont pas reçu l'autorisation d'organiser ces cérémonies.

gentils du Caïre à regard des anciens partenaires arabes. Les syriens nous li l'art de la diplomatie de Washington : Ça se dit clair, affirmé 1-81. Il annule le pacte de défense commun avec l'Egypte avait souscrit en 1950 avec les autres membres de la Ligue arabe. Aux termes du traité, l'Egypte n'aura pas le droit de nous venir en aide en cas de guerre avec Israël, que nous soyons en état de légitime défense ou non. M. Mustapha Khalil nous a soutenu le contraire. Les tentes de trahison d'oppression commencent la trahison de Sadr.

N'est-il pas excessif de parler de trahison ? » Non, répond M. Khaddam, c'est le terme

Des risques

M. Khaddam ne doute pas que les sanctions américaines s'aggravent scrupuleusement, qu'elles porteront sur tous les participants à la conférence de Bagdad et sur les personnes, ni les Etats-Unis, ni l'Europe, ne sera en mesure de leur résister. Le régime syrien recense le Caïre 200 milliards de dollars. En 1973, de 1973 à 1978, précisément, le président Sadat a reçu des producteurs de pétrole plus de 30 milliards de dollars. Les Etats-Unis lui ont offert aujourd'hui 20 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont peur de l'Arabie saoudienne, d'économies égyptiennes ne se font davantage. L'Allemagne japonaise, les puissances occidentales.

L'essentiel pour la Syrie, pour-
suit M. Khaddam, est que
l'Egypte soit mise en quan-
tité. Il tourne en dérision la
déclaration du Caire de résister au
transfert du siège de la Ligue
arabe à Damas, et ajoute : « Je
faisais cadeau des bâtiments »,
explique-t-il, « dans un grand
éclat de rire et, en bonus, nous
leur offrons le Soudan et le su-
danais ». Il se tourne vers les
journalistes avec l'Egypte. Le chef
de la diplomatie syrienne estime
que le sultan Qabous et le président
Nemery ne sont pas dans une si-
tuation favorable à la date.
« Selon nos renseignements,
indique-t-il, la direction du parti

— Vous avez, paraît-il, mena-
de rançonner les victimes qui

— Ce n'est pas tout à fait exact. J'avais seulement déclaré qu'il était naturel que les peuples se soulevaient pour balayer ceux qui adopteraient une attitude équivoque à l'égard de Sadate qu'il était non moins naturel que nous les soutenions.

pour les capitaux

so dérobent devant les risques qu'ils prendraient à engager de capitaux supplémentaires dans un pays où l'on confond le trésorier de l'Etat avec les riches d'individus véreux. Quelle puissance européenne comme trait la bêtise supplémentaire à provoquer l'antagonisme de l'ensemble du monde arabe pour aider Sadate ? », demande M. Khaddam.

Se référant alors au communiqué du gouvernement français daté du 29 mars et qui critique le traité de Washington, le chef de la diplomatie syrienne se laisse pas d'éloges pour cette « prise de position objective, rationnelle

unique et le conseil des ministres soudanais se sont prononcés en faveur de la violence.

Quant au sultan Qubous, il s'est plus activement opposé au régime de M. Khaddam prônant d'ailleurs par le congrès islamique — avant que celui-ci ait été convoqué — l'exclusion de l'Égypte du pays, lors de la réunion qui se tiendra au Maroc en mai prochain.

Des rumeurs persistantes circulent à l'égard de la volonté du régime de renouer les contacts avec la Syrie et de restaurer le coupes de Lihan, afin d'éviter les provocations israéliennes qui conduiraient à une confrontation militaire entre l'armée du président Hafez el-Assad et les forces armées israéliennes.

Quant à la vie de tous les jours, elle est en train de reprendre son

Informations ?
 M. Khaddam ne les dément pas, mais il répond.
 « Les membres de la Ligue arabe renouvellent ou non fin juin la mandats de pacification confiés à la FAD [Force arabe de dissuasion] dont nous faisons partie, l'armée syrienne restera au Liban avec son mandat. L'essentiel est l'intérêt supérieur du Liban. Nous sommes entrés au Liban sans l'autorisation de la Ligue arabe avec deux objectifs bien précis : mettre fin à la guerre et empêcher l'unité et la souveraineté libanaises. empêcher que la résistance palestinienne ne soit liquidée. Nous courrons avec diligence pour favoriser la réconciliation nationale libanaise et empêcher que les libanais dans laquelle il y a eu ni paix civile ni souveraineté ».

« Der que nous aurons atteint ces objectifs, nous ne resterons pas une heure de plus au Liban. Croyez-moi, cela nous coûterait cher d'y rester. Le fardeau financier — pour n'évoquer que cet aspect des choses — est à peine tolérable. Nous dépensons mensuellement 80 millions de dollars pour le maintien du corps expéditionnaire fort de quarante mille hommes. Les pays arabes ne contribuent aux frais que dans une proportion de 10 %, soit 8 millions de dollars.

[illegible]

Les procès sommaires

(Suite de la première page.)

| AUTEUR DE L'INTERVIEW D'AMIR HOVEYDA

**Mme Ockrent décide
de porter plainte en diffamation**

[illegible]

Mme Oukrene se déclare particulièrement indignée non seulement que quelques confrères aient pu affecter de croire qu'elle réussissait à donner à M. E. Hovvedy le droit de se communiquer avec le monde extérieur elle n'a pu vouloir lui nuire, mais encore qu'elle feignent

Les témoins de l'histoire

par PIERRE SALINGER

[illegible][illegible]

CORRESPONDANCE

**Information
u voyeurisme ?**

Le docteur Philippe Marx nous adresse le texte de la lettre qu'il a envoyé à la direction de FR 3 :

Le reportage diffusé sur FR 3, concernant l'interview de M. Hoveyda, dans sa cellule de détention, m'est apparu insupportable et profondément choquant.

— Comment ? Sous prétexte d'information est-il possible de s livrer à de telles pratiques qui consistent à violer la conscience et l'intimité d'un homme, qui se sait promis à un procès bâffé et probablement à une mort certaine et qui, de plus, n'est pas en mesure de s'exprimer librement.

— Ici la routine anodine de l'information confine à l'odieux et au tragique, tragique que l'on banalise allègrement.

— A quand le « scoop » avec inter-diction du condamné, la tête sur l'échafaud ? « Vos Impressions... »

— Non, le respect de la dignité humaine passe avant le voyeurisme indécent de certains médias.

— Ne peut-on demander aux journalistes de s'astreindre à un minimum d'éthique, de respecter une déontologie de manière à ce que de telles offenses à l'encontre de l'homme ne se produisent plus ?

Alfred Sauvy

Le coq, l'autruche... et le bouc émissaire

Alfred
Sauv

"Je suis frappé de voir qu'Alfred Sauvy a jugé nécessaire de dire aux Français ce que j'essaye moi-même de leur dire. La situation économique de la France est grave. Or cette situation tient essentiellement à l'ignorance et à l'incivisme des citoyens."

Jean Fourastié, de l'Institut

**HUMEURS
GRASSET**

UC:

AFRIQUE

LA GUERRE D'OUNGANDA

LE F.N.L.O. : UNE COALITION DE DIX-HUIT MOUVEMENTS

Constaté le 26 mars, dans le nord de la Tanzanie, à l'issue d'un congrès réunissant les délégués de dix-huit mouvements armés, le Front national de libération de l'Ouganda (F.N.L.O.) est, depuis ce jour, le seul mouvement armé à porter la présidence de son conseil exécutif de onze membres. M. Yusuf Lule, ancien vice-chancelier de l'université Makerere, un universitaire sans doute pour être considéré comme l'un des dirigeants les plus éminents de la résistance ougandaise, a été élu président du F.N.L.O. par dix-huit mouvements armés.

Le F.N.L.O. parait avoir tout unifié par cette coalition. Le Sanyo Uganda Movement (SUM), apparu en 1971, est un mouvement indépendantiste regroupant de nombreux tribunaux et qui s'est fait connaître par ses actions de sabotage. Le F.N.L.O. parait avoir tout unifié par cette coalition. Le Sanyo Uganda Movement (SUM), apparu en 1971, est un mouvement indépendantiste regroupant de nombreux tribunaux et qui s'est fait connaître par ses actions de sabotage.

La désintégration forcée de M. Obote, qui démissionna de la présidence de l'Ouganda en 1972, a entraîné la formation de plusieurs mouvements armés. L'ancien président est devenu l'ennemi commun de tous.

Le conseil exécutif du F.N.L.O. devrait former l'embryon d'un gouvernement provisoire ougandais qui se constituerait dans un délai de deux à trois ans, de rétablir la liberté de la presse, de réformer la justice, de réorganiser les services publics et de réformer les élections générales. Mais le F.N.L.O. devra s'occuper des éléments qui se sont ralliés à sa cause, dont les guerriers du Front sanyo, dont les guerriers du Front sanyo, dont les guerriers du Front sanyo.

Le F.N.L.O. s'est refusé à avancer un programme politique, arguant que sa mission était de combattre le régime de M. Obote et d'assurer la transition. Son président a déclaré, il y a quelques jours, à la R.N.T. que tout est en train d'être fait pour la présence de M. Obote en Ouganda, et que le F.N.L.O. n'est pas une organisation « barbare ». En tout cas, il peut se vanter de réunir une bonne partie de l'élite intellectuelle ougandaise, ce qui, de son côté, se qu'il en reste après dix années de répression.

J.-C. P.

134, 16-17 avenue
75 010 Paris (10)
50 000 francs

et l'événement : ouverture
de la boutique couture
Jocelyn champagne-élégance

LISEZ

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

L'OPINION DE LA PHILANTHROPIE

Le Monde

de Philosophie

Sur les tapis persans du maréchal...

Entrebâillé (Reuter). — Le trébuchement de boue, le hall au cobalt, un soldat de l'Armée tanzanienne se repose dans un lieu inhospitalier : il dort sur l'un des tapis persans qui recouvrent la résidence d'État du président Idi Amin. On voit à l'arrière-plan, de l'autre côté de la porte de l'enceinte de Kampala, les troupes de Dar-Es-Salaam.

Quelques soldats dorment dans les immenses chambres à coucher de la résidence, tandis que d'autres se baignent dans les piscines. Les soldats sont jonchés de cartons vides et sales qui contiennent des restes de repas, des bouteilles d'alcool et des restes de nourriture. Les soldats sont jonchés de cartons vides et sales qui contiennent des restes de repas, des bouteilles d'alcool et des restes de nourriture.

Tout proche, l'aéroport international d'Entebbe a été partiellement détruit lors des violents combats de la semaine précédente. Sur les places, des avions civils et militaires ont été incendiés. Les avions civils ont été incendiés. Les avions civils ont été incendiés.

Les officiers tanzaniens soulignent que l'aéroport a été la cible de l'aviation rebelle et des Tutsis armés et que les Tutsis se sont intensifiés pendant le vendredi.

La chute des villes par lesquelles les forces rebelles et les Tutsis armés ont passé pour parvenir à leur objectif de la capitale ont été très endommagées par des troupes rebelles et des Tutsis armés.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

À Kampala, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale, à 100 kilomètres de la capitale.

Rhodésie

LE NOUVEAU RAID CONTRE UN CAMP NATIONALISTE EN ZAMBIE AURAIT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES.

Le commandement militaire rhodésien a confirmé mardi 10 avril que son aviation avait bombardé le quartier général de la Z.P.A. (Armée révolutionnaire du Zimbabwe), base militaire du mouvement nationaliste de M. Joshua Nkomo, situé dans la banlieue de Lusaka, capitale de la Zambie. Le nombre de victimes serait élevé.

Les Rhodésiens ont d'autre part affirmé que des Soviétiques « pourraient figurer parmi les victimes du raid ». Salisbury, mais que des Soviétiques « dirigent et contrôlent » les opérations des révolutionnaires en territoire rhodésien, mais les militaires rhodésiens ont refusé d'apporter des preuves de leurs accusations. Ce raid intervient au moment où l'est-ouest rhodésien a été envahi par une conférence de l'Organisation des États africains, des États asiatiques, et alors que les opérations militaires ont commencé en Rhodésie.

Gabon

LE PRÉSIDENT ROUAHIN, M. CHAUSSEAU, arrivé à Libreville le mardi 9 avril pour une visite officielle de quatre jours au Gabon, s'est rendu mardi 10 avril à l'aéroport de Libreville, accompagné par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche. Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Bonjo, et l'ambassadeur de France, M. de la Roche.

Le président Rouahin a été

EUROPE

u 26 janvier
situation
tiques

de la situation
du 26 janvier
situation
tiques

Les nouvelles arrestations dans les milieux d'extrême gauche mettent en lumière l'importance prise par les autonomes

Italie

De notre correspondant

Rome. — Les arrestations opérées ces derniers jours dans les milieux d'extrême gauche (« le Monde » du 10 avril), font beaucoup de bruit. L'indignation des uns et la perplexité des autres s'ajoutent à la tranquillité et à la sérénité de la capitale. Les magistrats, qui se déclarent persuadés d'être sur la bonne piste, « Nous nous apprêtons à résoudre définitivement le problème du terrorisme », a confié, entre deux portes, le procureur de la République de Padoue.

Les Italiens ont appris à se méfier de ce genre d'affirmation. Rien n'est jamais définitif dans la péninsule, surtout en matière de violence. La justice a pu déjouer des complots, mais elle n'a aucune prise sur les masses du phénomène. Elle a pu arrêter des individus, mais elle n'a aucune prise sur les idées. Les autonomes, en les assistant, aux Brigades rouges, le plus important d'entre eux, M. Toni Negri, et même soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement de M. Aldo Moro. Les autonomes ont été arrêtés, mais les idées restent. Les idées, c'est la révolution. Les idées, c'est la lutte. Les idées, c'est la mort.

En attendant des autonomes, et en les assistant aux Brigades rouges, le plus important d'entre eux, M. Toni Negri, et même soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement de M. Aldo Moro. Les autonomes ont été arrêtés, mais les idées restent. Les idées, c'est la révolution. Les idées, c'est la lutte. Les idées, c'est la mort.

Un double jeu

LES ELECTIONS GENERALES AURONT LIEU LES 3 ET 4 JUIN

(De notre correspondant)

Algerie. — Les Italiens, venant sans doute à une semaine d'inter-vall, les 3 et 4 juin, pour élire leurs députés et leurs sénateurs, ont élu, pour désigner leurs représentants à l'Assemblée nationale, M. Antonio Di Pietro, un jeune homme de 35 ans, qui n'a pas encore 35 ans.

Les communistes et socialistes s'opposent à cette décision. Ils ont accusé le gouvernement de « manipulation ». Ils ont accusé le gouvernement de « manipulation ».

Les communistes et socialistes s'opposent à cette décision. Ils ont accusé le gouvernement de « manipulation ». Ils ont accusé le gouvernement de « manipulation ».

Espagne

Le directeur de l'administration pénitentiaire

échappe à un attentat

De notre correspondant

Madrid. — Un an après l'assassinat de son prédécesseur, le haut fonctionnaire en charge des prisons, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Carlos García Valcárcel, a échappé à un attentat.

Le terrorisme, qui a fait une nouvelle fois sa part de victimes, a tenté de tuer le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Carlos García Valcárcel.

Le terrorisme, qui a fait une nouvelle fois sa part de victimes, a tenté de tuer le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Carlos García Valcárcel.

Grande-Bretagne

Les libéraux font campagne pour la participation

De notre correspondant

Londres. — La campagne électorale pour les élections générales du 3 juin, a commencé.

Le parti libéral, qui a fait une nouvelle fois sa part de victimes, a tenté de tuer le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Carlos García Valcárcel.

Le parti libéral, qui a fait une nouvelle fois sa part de victimes, a tenté de tuer le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Carlos García Valcárcel.

Les autorités accusent l'opposition de participer à la « relance de l'activité fasciste »

Roumanie

Dans un nouvel appel récemment parvenu à Paris, les adhérents du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie, créé au début du mois de mars à Bucarest (« le Monde » du 7 mars), s'élèvent contre « les méthodes d'intimidation brutale » employées contre eux par les services de sécurité. Ils confirment l'arrestation de deux des fondateurs, le docteur Căna et M. Brăveanu, et signalent de nouvelles arrestations le 4 avril, à Timişoara, de M. L. Erwin et E. Ludwig; le 8 avril, de M. Nikola Dascalu; le 9 avril, de M. Ilie Dascalu, M. et Mme Bogdan Mitroiu, M. Constantin Onescu, Alexandre Nagy et Mihail Vlad. Ces deux derniers ont été condamnés au lendemain de leur arrestation, au cours d'un procès à huis clos, respectivement à trois et quatre mois, pour parasitisme. Le premier a été mis en chômage il y a un an, le second il y a un mois. M. Onescu a été condamné pour le même motif à payer sous quarante-huit heures une

amende de 1000 lei, sinon il devra faire un an et demi de prison. Ils ont confirmé aussi que Vasile Paraschiv, l'ouvrier contestataire rentré il y a un an à Ploieşti après quelques mois passés en France, a été arrêté il y a quelques temps. Ils demandent que le mouvement syndical international fasse une enquête sur place pour se rendre compte de la nécessité de l'existence d'un syndicat libre et revendique le droit de « bénéficier des mêmes droits que le syndicat patronal par l'Etat ».

A Bucarest, le ministère de la justice vient d'autoriser la prise de mesures violentes à l'égard, dans un communiqué, un prêtre orthodoxe, le Père Calciu, arrêté le 10 mars (« le Monde » du 22 mars). Le Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (1) devait tenir, ce mercredi après-midi à Paris, une conférence de presse sur l'ensemble de ces faits.

14, rue de l'Armateur, Paris (16).

De notre correspondant

En Europe centrale

mais vivant à l'étranger et des éléments régionaux vivants dans le pays pour la création d'un nouveau mouvement fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

La vie à Ploieşti

Le document inspiré par la milice roumaine de la justice devient, en revanche, tout à fait troublant et inquiétant lorsqu'il fait état des activités qu'aurait eues le Père George Calciu en prison.

Les autorités de Bucarest insistent, d'après le document, sur le fait que les activités de Calciu n'ont pas été arrêtées, mais qu'elles ont continué.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

amendes de 1000 lei, sinon il devra faire un an et demi de prison. Ils ont confirmé aussi que Vasile Paraschiv, l'ouvrier contestataire rentré il y a un an à Ploieşti après quelques mois passés en France, a été arrêté il y a quelques temps. Ils demandent que le mouvement syndical international fasse une enquête sur place pour se rendre compte de la nécessité de l'existence d'un syndicat libre et revendique le droit de « bénéficier des mêmes droits que le syndicat patronal par l'Etat ».

A Bucarest, le ministère de la justice vient d'autoriser la prise de mesures violentes à l'égard, dans un communiqué, un prêtre orthodoxe, le Père Calciu, arrêté le 10 mars (« le Monde » du 22 mars). Le Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (1) devait tenir, ce mercredi après-midi à Paris, une conférence de presse sur l'ensemble de ces faits.

14, rue de l'Armateur, Paris (16).

De notre correspondant

En Europe centrale

mais vivant à l'étranger et des éléments régionaux vivants dans le pays pour la création d'un nouveau mouvement fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

Quelques remarques s'imposent cependant sur ces nouvelles accusations : 1) En 1940, date à laquelle il fut fondé, le mouvement légionnaire, George Calciu avait trente ans; 2) Après la guerre, l'accusation d'appartenance à la légion n'a été retenue que par l'organisation nationale d'extrême droite, lui abandonnant l'usage pour le nouveau pouvoir pour condamner des opposants qui n'avaient pas tous, loin de là, un passé fasciste.

Le document indique, enfin, que le Père George Calciu a été accusé des rangs de l'Église roumaine orthodoxe.

Depuis l'an dernier, lorsque une agitation s'est développée parmi les minorités hongroises de Transylvanie, Bucarest avait lancé de nombreuses incriminations à l'égard de ces groupes.

RESTAURANT CAFE PAIX

RESTAURANT CAFE PAIX

KENT Special Mild

JUSTICE

APRÈS LA SUSPENSION D'UN AVOCAT

Une lettre du bâtonnier de Nancy

Après la publication, dans le Monde du 21 mars dernier, d'un article intitulé « Un avocat suspendu pour avoir écrit et relancé une audience de la cour d'appel de Nancy, le 28 mars, M. Philippe Arnaud, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Nancy, ayant dû de répondre, nous écrit :

« Suspendu pour quinze jours par décision du conseil de l'ordre confirmée par la cour d'appel, M. Joubert s'est présenté pour plaider le 12 mars 1979 devant le tribunal de commerce de Nancy, alors qu'il avait été, par la loi de l'exécution des sanctions disciplinaires, avait été déclaré d'être contre la suspension de son droit d'audience, à compter du 10 mars 1979.

Un incident s'en est ensuivi et le tribunal de commerce, par défaut d'audience, a prononcé une mesure de suspension de six mois ; la cour d'appel avait le 28 mars à statuer sur l'appel de cette décision.

A cette audience, j'ai été personnellement mis en cause par l'avocat de M. Joubert, et j'ai dû répondre à ses attaques injurieuses : je ne pourrais admettre

An tribunal de commerce de Paris

Les responsabilités d'un constructeur d'automobiles envers un concessionnaire

Le tribunal de commerce de Paris a eu dernièrement connaissance d'une affaire opposant un concessionnaire automobile à la société Fiat-France, à propos de la rétrocession d'un contrat, et qui illustre une fois de plus les difficultés qu'il y a parfois pour la justice à interpréter de tels litiges.

En 1966, le garage Saint-Hubert, de Frigère-Saint-Sauveur (Ardennes), était devenu concessionnaire exclusif de la marque Fiat pour l'arrondissement de Sedan. Trois ans plus tard, la société Fiat-France lui demandait de rétroceder ses services et d'agrandir ses locaux, travaux dont elle devait assurer la surveillance. Les bâtiments en cours d'édification s'élevaient, la société Fiat-France s'occupait de la construction et de reconstruction. Les locaux, travaux dont elle devait assurer la surveillance, s'élevaient, la société Fiat-France s'occupait de la construction et de reconstruction. Les locaux, travaux dont elle devait assurer la surveillance, s'élevaient, la société Fiat-France s'occupait de la construction et de reconstruction.

FAITS ET JUGEMENTS

L'attentat du foyer de la rue de Médiocis : information ouverte.

Une information judiciaire contre X, pour destruction d'édifice par explosif et tentative d'homicide volontaire, confiée à M. Claude Hanolet, juge d'instruction à Paris, a été renvoyée, le 27 mars, au tribunal de première instance de Paris, pour être jugée le 27 mars 1979.

Le 27 mars, le tribunal de première instance de Paris, pour être jugée le 27 mars 1979.

Deux hold-up dans des bijouteries.

Deux bijouteries parisiennes ont reçu, mardi 10 avril, la visite de voleurs. Les deux bijouteries ont subi des pertes de bijoux pour un montant total de 8 millions de francs. Les voleurs ont été arrêtés et les bijoux ont été retrouvés.

SPORTS

Après l'interdiction des matches à Dax, La-Voulte et Nice et l'annulation de celui de Paris

La tournée de l'équipe du Transvaal n'aura pas lieu

La tournée que l'équipe sud-africaine du Transvaal devait effectuer en France, pour jouer les matches de la Coupe du monde de rugby, a été annulée. Les matches à Dax, La-Voulte et Nice ont été interdits, et celui de Paris a été annulé.

RUGBY

NICE : REGRETS

Porte-parole de la mairie de Nice, M. Jean Côté, a déclaré que la décision de ne pas autoriser l'installation du stade municipal pour le match de rugby, était une erreur.

Dax : « Inopportuniste »

De notre correspondant

Dax, 10 avril. En fin d'après-midi, M. Gaston Luchini, président du comité de Côte basque de rugby, est venu annoncer aux joueurs du Transvaal, lors d'un dîner, l'annulation du match qui devait disputer contre une sélection de Côte basque.

NIQUE : REGRETS

Porte-parole de la mairie de Nice, M. Jean Côté, a déclaré que la décision de ne pas autoriser l'installation du stade municipal pour le match de rugby, était une erreur.

RELIGION

A propos de la lettre de Jean-Paul II sur le sacerdoce

Et les prêtres-ouvriers ?

Jean-Paul II est un homme éduqué à l'école des prêtres, croyants et incroyants qui attendent de la religion qu'elle leur donne la vie. Mais il y a une chose que Jean-Paul II ne peut pas faire : il ne peut pas être un prêtre-ouvrier.

Des ministres de seconde zone ?

Bat-on la prière qui donne des ministres aux pays d'outre-mer ? En l'occurrence, c'est la question que se pose le cardinal de Paris, M. Lefebvre, à propos de la nomination de M. de Villiers à la tête du ministère de l'Intérieur.

CYCLISME

La revanche de Bernard Hinault

Courreur de tempérament qui ajoute la volonté de vaincre à la qualité physique, Bernard Hinault n'est pas homme à rester sur une seule victoire. Il veut la revanche.

FAITS DIVERS

QUARANTE-CINQ ENFANTS PÉRISSENT DANS UN ACCIDENT D'AUTOCAR

On ne connaît pas encore le nombre de victimes de l'accident d'autocar survenu le 10 avril, à la suite d'un choc avec un camion. Les secours sont en cours.

AÉRONAUTIQUE

DIX AIRBUS A-300 SONT COMMANDÉS PAR LAKER AIRWAYS

La compagnie britannique Laker Airways a passé commande auprès d'Airbus-Industrie de dix appareils A-300. Le contrat d'achat a été signé à Londres le 10 avril.

كذلك من الأصل

هكذا من الأصل

Le nouveau roman populaire

La parole de Roger Leenhardt

Concert exceptionnel
A L'OLYMPIA
JOHN DENVER
Vendredi 12 avril
Location ouverte 9h30
RCA
Nouvel album
Une fois

Cinéma

Les grandes reprises

[illegible]

Les festivals

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

**GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO • GAUMONT RIVE GAUCHE VO
QUARTIER LATIN VO • STUDIO DE LA HARPE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO
IMPERIAL PATHE VF • GAUMONT CONVENTION VF • 3 NATION VF**

PAUL NEWMAN • VITTORIO GASSMAN
BIBI ANDERSSON • FERNANDO REY • BRIGITTE FOSSEY
dans un film de ROBERT ALTMAN

Quinter

Dans la région paris

[illegible]

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO • GAUMONT WIVE GAUCHE VO
QUARTIER LATIN VO • STUDIO DE LA HARPE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO
IMPERIAL PATHE VF • GAUMONT CONVENTION VF • 3 NATION VF

PAUL NEWMAN • VITTORIO GASSMAN
BIBI ANDERSSON • FERNANDO REY • BRIGITTE FOSSEY

dans un film de ROBERT ALTMAN

Quintet

Quand l'espace devient glace.
Quand meurt le sexe,
Quand règnent les chiens,
Survit
Le Jeu ultime et meurtrier !

Un film d'ARTS & CINE

PAUL NEWMAN • VITTORIO GASSMAN
BIBI ANDERSSON • FERNANDO REY

Quintet

Produit et réalisé en collaboration par ROBERT ALTMAN
Scénario de FRANK BRUNYAT • ROBERT ALTMAN • VITTORIO GASSMAN
Montage de ROBERT ALTMAN • LUCAS • CATHY WOOD • MICHELLE WOOD
Musique de TOM PETTERSON • Coproduit par CH. LEBLANC

Le Cinéma

Le Monde

Service des Abonnements
15472 PARIS - CHERIE 66
15473 PARIS - CHERIE 66

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois 18 mois

FRANCE - O.C.M. - T.O.M.
125 F 225 F 425 F 585 F

ET. - SUISSE - ESPAGNE
PAR VOIE MARITIME
225 F 425 F 585 F 785 F

ETRANGERS
(par mandat-poste)

L. BERGLIETTI-LITTORISCHIO
PARIS-14

125 F 225 F 425 F 585 F
225 F 425 F 585 F 785 F

Prix nets minimaux
Taxes en plus

Les abonnements qui paient par
chèque postal (nos numéros véni-
ent) sont joints au chèque à
leur destination.

Chaque numéro d'adresse dif-
férentielle ou provisoire de deux
numéros est joint au chèque et
nous invitons à formuler leur
demande au plus tôt et nous
avant leur départ.

Les clients de la dernière bande
devront à toute correspondance.
L'adresse de la dernière bande
est jointe à leur envoi pour en
faciliter l'impression.

POUR PASSEZ LE MONDE.

CLÉMENT:
Chevalier Fauriol, directeur de la publication,
cristalline, des Savoyards.

Imprimerie
de la Monnaie
de la Monnaie
de la Monnaie

1977

Reproduction interdite de tous arti-
cles sans accord avec l'administration.

A PROPOS DE...

LES PRÉVISIONS D'HERMAN KAHN

Les vacanciers de l'An 2000

Fondateur, il y a dix-huit ans, du V. Hudson Institute, organisme privé d'étude de l'avenir, Herman Kahn a été consulté à plusieurs reprises par le gouvernement américain sur l'avenir du tourisme et des transports. Voici, dans ces deux domaines, l'essentiel de ses prévisions à longue échéance.

« La tourisme, qui est aujourd'hui le troisième secteur des États-Unis avec un chiffre d'affaires de 130 milliards de dollars par an, est appelé à connaître un essor sans précédent au cours des cinq prochaines décennies. Herman Kahn estime que cette industrie va profiter de trois facteurs déterminants : l'accroissement de la population mondiale, la réduction du temps de travail, la découverte de moyens de transport plus rapides et moins coûteux.

Dans le domaine des transports aériens, Herman Kahn prévoit des progrès fulgurants. La seconde génération de l'avion commercial supersonique sera, selon lui, en service d'ici à 1990. Cet appareil sera plus rapide, volera à plus haute altitude et transportera davantage de passagers que le Concorde. Au début de l'An 2000, un avion gros porteur capable d'emporter de cinq cents à mille passagers à une vitesse supersonique de 4 000 kilomètres-heure sera lancé sur le marché. Il sera un plus long rayon d'action et pourra desservir avec aisance New-York-Sydney (10 000 kilomètres) en quatre heures. Ce genre d'appareils pourrait devenir ultra-silencieux une vingtaine d'années plus tard, utiliser comme carburant l'hydrogène ou des réacteurs à propulsion nucléaire et voler à la vitesse de 8 000 à 9 000 kilomètres-heure.

Dans cinquante ans, Herman Kahn pense que l'industrie d'aviation sera rendue en cinquante minutes de New-York à Los Angeles en passant le « métro planétaire », dont les wagons seront propulsés par des moteurs à réaction par un système électromagnétique dans des tubes de cou-

loirs-tubes. L'année dernière, la Rand Corporation a présenté une étude sur ce projet. Les liaisons entre villes seront également facilitées par la mise en service d'avions à décollage et atterrissage vertical d'une capacité de cent à deux cents passagers.

Les moyens de transport traditionnels, comme le voiture, continueront à évoluer, mais les voyages en bus et en train devront être très bon marché pour s'adresser essentiellement à deux catégories : les très jeunes et les très vieux.

Samuel Herman Kahn, la Lune et l'espace deviendront des lieux touristiques de prédilection. Des navettes spatiales desserviront des hôtels sur la Lune, où il sera de bon ton de faire son voyage de noces. De nouvelles destinations, comme la Chine, la carte du Sahara, la Grande-Bretagne et des îles lointaines seront aussi très demandées.

Pour tenir son choix, le touriste du vingt et unième siècle sera équipé d'un supermarché du voyage entièrement automatisé. Grâce à des ordinateurs, il pourra connaître en quelques secondes les prévisions météorologiques des mois à l'avance, réserver ses vacances, réserver ses hôtels et sélectionner le plage qui lui convient le mieux.

Herman Kahn ne croit pas que la croissance de l'industrie touristique sera sérieusement gênée par la crise de l'énergie. « Je ne pense pas que la crise de l'énergie de longue durée », déclare le touriste, qui pense que les difficultés énergétiques seront surmontées plus tard, et, si pire, dans quinze. Pour faire face à la pénurie de pétrole, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydrogène, l'alcool, sont des solutions d'avenir parmi d'autres, estime Herman Kahn.

« La plus grande obstacle à une expansion du tourisme pourrait être, selon lui, le mouvement écologique qui « est très fort et a des racines profondes ». Le développement de nombreux centres touristiques à l'échelle mondiale risque ainsi d'être retardé. » (A.F.P.)

TRANSPORT

Brest avait-il le droit d'acheter des autobus allemands ?

De notre correspondant

Brest. — L'achat par le conseil municipal de Brest (C.M.B.) de vingt-six autobus à la firme allemande Kässbohrer (le Monde du 4 avril) continue à entretenir le polémisme. Le conseil municipal, qui a voté l'achat de ces véhicules, a été accusé d'avoir violé la loi sur l'achat de biens publics. L'appel d'offres a éliminé plusieurs concurrents dont Breda (Rensselaire - Véhicules - Industrie), qui avait présenté un devis supérieur de 1 500 000 francs à celui du groupe d'origine. Brest, qui est représenté au sein du C.M.B. par M. Joseph Gourmelon (P.S.), a été accusé d'avoir violé la loi sur l'achat de biens publics.

« Je suis convaincu, avait déclaré M. Gourmelon, du problème posé par le fait d'acheter du matériel à l'étranger. Accepter d'acheter des véhicules allemands, c'est en fait accepter de soutenir l'industrie française du poids lourd. »

La décision de la C.M.B. avait été prise le 24 mars 1979 par 30 voix pour (P.S. et modérés), 17 contre (P.C. et un conseiller communiste modéré) et 3 abstentions (U.D.R. et un conseiller indépendant). Pour justifier sa position, le P.C. avait argué de la nécessité d'acheter des véhicules français.

M. Gourmelon vient de répondre à ces critiques. « M. Le Theule, ministre des transports, qui avait émis cette réserve sur l'achat de véhicules allemands, a déclaré que la C.M.B. avait été trompée par le ministre lui-même dans une lettre du 7 février 1979. Pendant ce temps, la C.M.B. avait acheté des véhicules allemands, ce qui est une violation de la loi. »

« Les communistes, qui favorisent dans les commissions à l'achat de biens publics, ont demandé, avaient révisé leur position en séance publique. Le président Gourmelon reproche leur double langage. Quant à M. Herpin, il l'invite à se retirer de la commission. Je ne céderai pas, continue M. Gourmelon, de signer un peu plus les contributions de Brest pour en faire des machines perangit au secteur de l'achat de biens publics. »

JEAN DE ROSIER.

LE MINISTRE, satisfait à la solidarité nationale. D'autre part, le cabinet de M. Le Theule vient de rendre publique la lettre que le directeur a adressée le 10 avril à M. Gourmelon et dans laquelle il déclare notamment :

« Les tristes prévisions pour le week-end de Pâques. — Pour les départs du week-end de Pâques, la S.N.C.F. indique qu'elle a prévu 1 118 trains, dont 176 supérieurs, au départ des gares parisiennes les 12, 13, 14 et 15 avril. Les jours les plus chargés seront le vendredi 13 avec 453 trains, dont 83 supplémentaires. Les jours de ce week-end qui se situent les 16, 17 et 18 avril ont une trafic très important à l'arrivée dans les gares de Paris. Plus de 400 trains seront attendus pour chacun de ces jours.

« Manifestations : mise en garde de la S.N.C.F. — La S.N.C.F. vient de diffuser, sous forme d'écrits, une mise en garde à l'attention des manifestants qui tentent de perturber la circulation des trains. Ces tentatives, indique la société nationale, qui est une entreprise publique, constituent un délit et peuvent occasionner des accidents. La S.N.C.F. précise, « dans plusieurs cas, un accident a pu être évité que d'extrême urgence » et rappelle qu'il faut à l'heure du travail sans perturbation, l'augmentation des effectifs, la réduction du temps de l'emploi par le maintien des activités de la compagnie, ainsi que l'indication du régime de pénalité.

PAN AM AUGMENTE DE 30 % LE SALAIRE DE SES NAVIGANTS

Washington (A.F.P.). — Le personnel navigant de la compagnie américaine Pan Am a obtenu une augmentation immédiate de salaires de 30 % aux termes d'un contrat préliminaire conclu avec la direction. Selon un porte-parole syndical, ces augmentations, quoique très élevées, correspondent à un alignement sur les rémunérations déjà pratiquées dans d'autres compagnies aériennes. En revanche, aucun espoir de soutien n'est en vue dans le conflit qui oppose depuis deux semaines United Airlines, la plus grande compagnie aérienne américaine, qui a été grévée déléguée par ses syndicats, à cet amener tous ses vols jusqu'au 22 avril.

Grève du personnel de l'air France le 18 avril. — Force ouvrière et la C.G.T. appellent les personnels d'Air France — à l'exception du personnel navigant — à observer un arrêt de travail de vingt-quatre heures le 18 avril. Cet appel concerne l'ensemble des centres métropolitains et d'outre-mer de la compagnie. Les syndicats C.F.T.C. et C.F.D.T. participent à ce mouvement. Dans un communiqué commun, les syndicats précisent que cette « grève d'urgence » a pour objectif la garantie et la poursuite du pouvoir d'achat, la réduction de la durée du travail sans perte de salaires (trois heures-demi-heures), l'augmentation des effectifs, la réduction du temps de l'emploi par le maintien des activités de la compagnie, ainsi que l'indication du régime de pénalité.

LE MONDE. — Les Châliens de France-Dunkerque viennent de signer, avec l'armement sud-ouest Sienas Line, la commande de deux paquebots livrables le 1^{er} mai et le 1^{er} juin 1981, et dont les caractéristiques sont les suivantes : 150 mètres de long, 27 de large, 2 300 passagers, possibilité d'embarquer directement minibus et camions. La commande a pu être emportée grâce à une aide financière importante de la Banque de l'Union Européenne.

Faits et projets

CIRCULATION

La sécurité de sécurité en Europe. — À partir de mai de mai prochain, la port de la ceinture de sécurité en Allemagne fédérale, obligatoire pour les passagers occupant les places arrière des automobiles. Depuis le 1^{er} janvier, la port de la ceinture de sécurité en France est obligatoire pour les personnes occupant les places avant.

L'Inde est le dix-huitième pays européen à avoir rendu obligatoire la ceinture de sécurité. Les autres sont : la Suède, l'Union soviétique, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Finlande, la République tchèque, la Norvège, l'Allemagne fédérale, le Danemark, la Bulgarie, l'Australie, la Hongrie, le Luxembourg, le Portugal, la Yougoslavie, et la France.

ENVIRONNEMENT

Catastrophe du « Balmuccia ». — Enquête préliminaire. — L'enquête préliminaire sur la catastrophe du pétrolier français « Balmuccia », qui, en janvier dernier, avait provoqué la mort de cinquante et une personnes, débutera le 14 mai, ont annoncé les autorités italiennes.

D'autre part, la compagnie pétrolière américaine Gulf Oil, propriétaire du terminal de Brest, a été accusée d'avoir refusé de confirmer son intention de poursuivre en France l'achat de pétrole français. Cette affaire, pour laquelle la compagnie américaine a été accusée d'avoir refusé de confirmer son intention de poursuivre en France l'achat de pétrole français, a été accusée d'avoir refusé de confirmer son intention de poursuivre en France l'achat de pétrole français.

Explosion en catastrophe aux États-Unis. — Une mille habitants environ de la petite ville de Crestview, au sud-ouest de la Floride, ont été évacués le 8 avril après le déraillement à quelques kilomètres de la localité d'un train chargé de produits chimiques (chlorure, méthanol, phénol...). Des gaz hautement toxiques se sont échappés des wagons et ont provoqué la mort de plusieurs personnes. Les personnes touchées ont été évacuées et les wagons ont été détruits.

Pollution : les États-Unis. — Une nappes de pétrole, échappée du pétrolier américain « Balmuccia », qui s'était égaré après une collision, le 21 février dernier, a été découverte à l'ouest de l'archipel de Stockholm. Il y a eu plusieurs décès et des blessés. Le gouvernement a décidé d'envoyer un millier de soldats pour participer à l'opération de nettoyage des plages. (A.F.P.)

TOURISME

Un « laissez-passer aérien » pour les États-Unis. — La compagnie américaine Braniff International vient d'annoncer l'entrée en vigueur d'un nouveau tarif de 30 dollars (150 F) pour des voyages illimités à l'intérieur des États-Unis pendant une durée de trente jours. Ce tarif s'applique aux passagers qui empruntent les vols de Braniff en provenance de l'Europe. Le Braniff Airpass pourra être acheté dès le 1^{er} juin par les passagers qui emprunteront les nouveaux vols de la compagnie américaine au départ de Paris. (A.F.P.)



Rembrandt, Autoportrait (1631), Rijksmuseum, Amsterdam.

Le pays de Rembrandt est le pays de la Rabobank.

Rembrandt trouva son inspiration en Hollande et cependant son art est universel. La Centrale Rabobank trouve aussi son inspiration en Hollande... et cependant elle étend de plus en plus ses services au monde entier. Forte de son expérience dans le domaine agricole, la Centrale Rabobank cofinancie un groupe coopératif de banques qui compte plus de 3100 établissements et dont le bilan 1978 atteint 742 milliards de florins hollandais (37,7 milliards de dollars U.S.). Elle n'est pas seulement l'une des plus importantes banques de Hollande, et l'une des 30 plus importantes dans le monde, c'est une banque qui plonge profondément ses racines dans presque tous les secteurs de la vie économique néerlandaise.

La Centrale Rabobank offre maintenant une gamme complète de services bancaires dans le monde entier. Pour accélérer cette expansion, elle a participé récemment à la création du "Unico Banking Group", qui unit à 5 autres banques coopératives parmi les plus importantes d'Europe. Ajouté au soutien de la London and Continental Bankers Ltd., ceci lui permet d'offrir localement à ses clients internationaux un service sans égal.

Enfin, elle est active sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations. Ses transactions internationales dans le domaine des devises étrangères et des Euro-crédits ainsi que sa participation à de nouvelles émissions se sont considérablement accrues.

Centrale Rabobank International Division, Catharinesing 20, P.O. Box 8098, Utrecht, Pays-Bas, Téléphone 030-36261, Telex 40200.

Rabobank Le Maître Hollandais en matière de Banque.

LOTO c'est pas cher



AFFAIRES

De notre correspondant

[illegible]

curatelle avec le collaborateur du cabinet Ouroumoff, pas plus les actualités que les présidents qui se sont succédés que les administrateurs, les cadres, le personnel et les syndicats. » L'ennemi est donc à ajouter. « Depuis mon départ de Manuranteur, tellement de promesses ont été faites entre autres que ça apparaît impossible à un manager, quelles que soient sa taille et sa compétence, de relayer le défi. Toutes les tentatives ont fait preuve pendant l'année 1978 d'une passivité et d'un manque incompréhensible de réalités économiques. »

PAUL CHAPPEL

Fabricant américain
de circuits intégrés

de circuits intégrés

Le fabricant américain de circuits intégrés Mostek a décidé de s'implanter en Irlande à Blanchardstown près de Dublin, où il va installer un laboratoire d'études et une usine de montage de circuits intégrés. L'investissement est évalué à 340 millions de francs. La production devrait commencer cette année, l'ouverture d'une seconde ligne de montage étant prévue pour 1983. Au total mille deux cents emplois seraient créés.

Mostek, un des derniers venus sur le marché des circuits intégrés a connu une croissance assez constante grâce à ses compétences dans la conception et la fabrication de circuits intégrés. Son chiffre d'affaires annuel est de plus de 800 millions de francs.

Dans le cadre du plan composants français, il avait été envisagé, un moment, qu'un accord de coopération soit signé avec Mostek, un groupe américain, qu'un groupe français prenne une participation dans son capital.

Avec cet investissement, Mostek est le dernier des grands fabricants américains du circuit intégré à s'implanter en Europe. L'absence d'implantation de circuits intégrés en France, National Semi Conductor, Motorola, a renforcé son influence en France, National Semi Conductor.

volitures, and

fabriqués par des fabricants américains ont été intégrés à l'implanter en Europe. Fairchild a signé un accord de coopération avec la firme britannique General Electric Co. Motorola a renforcé son influence en France, National Semi Conductor et Harris s'y sont implantés.

HAUSSES DE PRIX

les Chargeurs réunis !

SOPARFI interviendra par le biais de participations en capital pendant une durée de cinq ans.

● **L'accord définitif** entre Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et la firme américaine National Semi-Conductor a été signé le 10 avril (le Monde du 1^{er} février). Le capital de la société commune, Eurotechnique, sera de 90 mil-

lions de francs (51 % S.G.P.M.; dites « N. MOS » et « C. MOS »). La production industrielle en série (Bouches-du-Rhône) produira des circuits intégrés MOS (silicium).

production industrielle en série est prévue pour janvier 1981 avec un effectif de deux cents personnes qui pourra dépasser six cents personnes en 1985.

Eurotechnique aura son propre centre de conception et travaillera en liaison avec les centres de recherches de N.S.C.
